

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Date : 22.09.2026

Initiative populaire fédérale « No lobbying »

Pas de lobby pour l'initiative « No Lobbying »

L'initiative populaire fédérale « No Lobbying – Pour une politique au service du peuple » n'a pas abouti d'un point de vue formel. L'objectif de collecte est loin d'avoir été atteint. Au cours de la période de collecte, il n'a pas été possible de créer un réseau de collecte ni de rassembler des ressources financières. Le comité regrette de ne pas avoir réussi à donner la possibilité aux électeurs et électrices suisses de débattre de la pertinence ou non des mandats lucratifs des lobbyistes au sein de la vie politique fédérale.

La collecte de signatures dans le cadre de l'initiative populaire fédérale « No Lobbying – Pour une politique au service du peuple » avait été lancée le 25 mars 2025. Un comité composé de onze membres, indépendant sur les plans politique et économique, s'était fixé comme objectif de modifier profondément les conditions-cadres politiques au niveau fédéral.

L'initiative visait à renforcer l'indépendance de la politique fédérale vis-à-vis des intérêts économiques et institutionnels. Cette démarche impliquait concrètement d'adapter la Constitution fédérale de façon à ce que les membres du Conseil national et du Conseil des États ne puissent plus siéger dans les commissions parlementaires correspondantes dès lors qu'ils auraient déclaré avoir des liens d'intérêts financiers ou économiques.

Avec cette initiative, le Comité souhaitait mettre à la disposition de la population suisse une plateforme lui permettant d'exprimer son mécontentement face à l'influence de plus en plus grande exercée par les organisations de lobbying sur la politique fédérale. Les porteurs de cette initiative étaient convaincus que cette problématique susciterait une large adhésion et mobiliserait rapidement suffisamment de personnes pour recueillir les 100 000 signatures nécessaires. Dans le même temps, l'initiative devait permettre d'ouvrir un débat à l'échelle nationale au sujet de la pertinence, de la finalité et de l'ampleur des mandats lucratifs des parlementaires.

À l'issue du délai de collecte de 18 mois, le comité ne peut toutefois que constater l'échec de cette initiative en raison du nombre insuffisant de signatures recueillies. Bien que la population soit relativement critique à l'égard du lobbying politique, il n'a pas été possible d'insuffler une dynamique à l'échelle de la Suisse.



Les activités réalisées sur les réseaux sociaux n'ont atteint que de manière limitée les milieux qui auraient déjà été disposés à soutenir le recueil de signatures, que ce soit activement ou financièrement. Qui plus est, aucun comité de soutien local ou régional n'a pu être constitué. La mobilisation s'est surtout limitée à quelques personnes dans leur entourage personnel, sans que l'initiative ne parvienne à toucher un large public. La fondation WeCollect est la seule à avoir contribué largement à recueillir des signatures en soutenant activement l'initiative.

Lors de la phase de collecte, le comité n'a cessé de contacter les institutions, ainsi que les personnalités politiques des deux Conseils fédéraux. Ceci étant, ce sont précisément les milieux qui affirment publiquement représenter les « simples citoyens et citoyennes » qui ont refusé d'apporter leur soutien ou de répondre aux sollicitations.

Dans ce contexte, le résultat obtenu mérite toutefois d'être souligné. Sans réseau établi, sans soutien politique et sans moyens financiers dignes de ce nom, il a été possible d'inscrire le sujet à l'agenda politique et de sensibiliser un grand nombre de personnes à cette problématique.

Le constat que nous pouvons en tirer est toutefois décevant : l'initiative « No Lobbying » a finalement échoué faute d'avoir été elle-même soutenue par un ou plusieurs lobbies.

La question qui se pose à long terme est de savoir si des projets comparables pourront encore être initiés par des acteurs privés. Les partis politiques n'ont que peu d'intérêt à modifier fondamentalement les structures existantes. Les associations et les organisations d'intérêts, quant à elles, seront peu disposées à accepter de limiter leur accès à la politique nationale. Au final, il semblerait avant tout que les électeurs et les électrices suisses soient les grands perdants de cette évolution.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

No Lobbying
Roland Schwizer
6010 Kriens
www.no-lobbying.ch/fr
info@no-lobbying.ch
079 860 26 12

